



**Lundi 17 mai 2021 –16h-17h30 en visioconférence**

**Réunion du réseau Arc Atlantique**

**Compte-rendu de la réunion**

**Présents :** **Angers** (Gérard Boussin) ; **Bordeaux** (Sylvie Justome, Pascaline Lherm) ; **Bordeaux Métropole** (Isabelle Haumont) ; **Brest** (Sabine Kerros) ; **Jurançon** (Pierre Hamelin) ; **Nantes** (Marlène Collineau), **Poitiers** (Agnès Dione, Véronique Bounaud) ; **Rennes** (Arnaud Laurans) ; **Val de Garonne Agglomération** (Régine Poveda)

**Excusés :** **Angers** (Richard Yvon, Simon Gigan) ; **Biarritz** (Muriel Dubois Vizioz, Maïté Chuburu) ; **Bordeaux** (Marion Clair) ; **Bordeaux Métropole** (Claudine Bichet, Josiane Zambon, Sophie Lescure) ; **Bouguenais** (Françoise Rabbe, Claire Trichet) ; **Brest** (Fragan Valentin-Lemeni) ; ; **Jurançon** (Nadine Daste) ; **La Roche sur Yon** (Sophie Montelatang, Carline Messenger) ; **La Rochelle** (Delphine Charier, Marie Chauvet) ; **Limoges** (Mathier Parneix, Samia Riffaud, Bernard Bertin) ; **Lorient** (Morgane Christien, Brigitte Pouch, Sabine Evano) ; **Lormont** (Marielle Descoubes, Maria Ramirez, Aurélie Vaxivière) ; **Nantes** (Christophe Jouin) ; **Poitiers** (Aude Thomet) ; **Quimper** (Yvonne Rainero), **Rennes** (Yannick Nadesan) ; ; **Saint-Brieuc** (Nadia Laporte, Cherif Izri, Sophie Thomas Dornemain,) ; **Val de Garonne Agglomération** (Laurence Bessières, Sonia Ghirairi)

**Pour le Réseau Villes-Santé :** Nina Lemaire, Julie Boussard

### **Introduction par Nina Lemaire, cheffe de projet au RfVS-OMS**

**Nina Lemaire (RfVS) :** Le Conseil d'administration du RfVS a souhaité relancer la dynamique des Réseaux Régionaux. Le secrétariat organise donc des visioconférences avec les membres de chaque réseau régional pour favoriser l'interconnaissance et que chaque réseau puisse échanger sur la plus-value du réseau régional, sur les actions et les thématiques à y développer et sur ses modalités d'organisation. Les Réseaux Régionaux sont gérés par leurs membres. Le secrétariat est en appui mais ne peut avoir le même niveau d'implication que pour les GT, il est néanmoins systématiquement présent aux réunions.

Le Réseau Régional Arc Atlantique est l'ancien réseau Grand Ouest. Les villes normandes ont rejoint le Réseau Régional des Hauts de France donc aujourd'hui 3 régions composent le Réseau arc Atlantique : Bretagne, Pays-de-la-Loire et Nouvelle-aquitaine. L'idée de cette réunion est de voir ce que vous souhaitez faire de ce Réseau Arc Atlantique, si la nouvelle délimitation en 3 régions vous convient, et quelle fréquence des échanges et mode de présidence vous souhaitez adopter.

On va commencer par un tour de table, chacun peut faire part de ses priorités et attendus vis-à-vis du réseau régional.

## Tour de table

**Julie Boussard (RfVS)** : Je suis arrivée au sein du réseau mi-avril, au poste de Chargée de mission Prévention et promotion de la santé. Je vais travailler sur diverses thématiques : alimentation saine et sport-santé, soins primaires, Villes&Covid...

**Gerard Bousin (Angers)** : Je suis à la Direction Santé Publique de la Ville d'Angers. Nos priorités actuelles sont : la thématique Sport-Santé (très importante), le CLS est une vraie dynamique, avec sa nouvelle entité territoriale avec Angers Loire Métropole et le lancement d'un premier appel à projet dans le cadre du CLS cette année. Les thématiques nutrition, santé mentale et addictions. On est sur un CLSM à l'échelle d'Angers Loire Métropole, de plus en plus de situations complexes et situations d'urgences sont observées face auxquelles il faudra réagir vite, donc nous sommes beaucoup sollicités. Nous travaillons aussi sur la thématique de l'offre de santé sur les territoires : thématique commune dans toutes les villes. Il y a une certaine légitimité des villes à agir sur l'offre de soins dans les années à venir.

**Arnaud Laurans (Rennes)** : Je suis responsable de la direction Santé Publique et Handicap de la ville de Rennes. Notre actualité est marquée et conditionnée par le contexte de crise sanitaire. On essaie de maintenir les objectifs du mandat avec la politique santé d'un côté et une politique publique « animal en ville » de l'autre. L'objectif est de rendre plus visible la politique « animal en ville » en travaillant sur la condition animale, les questions de la biodiversité, la dimension sociale autour de l'animal (dans sa vision positive et aussi autour de la question des nuisibles). L'interaction avec le volet animal est suivi par la Direction Santé Publique. On est aussi mobilisé depuis le début de l'année par la mise en place d'un chenil solidaire. Plus traditionnellement, on a une feuille de route Santé, fortement marquée par le contexte covid. Le 1<sup>er</sup> enjeu concerne l'accès aux soins, l'offre de soins de premier recours, avec un projet de restructuration du CHU. Le 2<sup>ème</sup> enjeu est d'agir sur les milieux de vie : travail sur la qualité de l'air avec le déploiement d'un plan qualité de l'air intérieur dans toutes les structures. En santé-environnement on traite également des sujets suivants : logement insalubre, UFS, mise en place d'une mission d'étude sur la 5G qui a rendu ses conclusions, etc. Le 3<sup>ème</sup> enjeu de Santé Publique est le développement d'actions de promotion de la santé et de réduction des risques auprès des personnes fragiles, notamment sur la question Covid : accès à la vaccination, médiation, prévention, etc. De façon plus classique on travaille au déploiement de défibrillateurs dans les URP, à conforter le CLSM, travail sur les parcours d'éducation à la santé et de prévention des risques de consommation de produits psychoactifs car la ville est étudiante et vit aussi la nuit. Les questions de Sport-santé sont intégrées aussi. Le 4<sup>ème</sup> enjeu est d'appuyer l'action en santé avec les partenaires pour favoriser l'empowerment, le partenariat autour d'un nouveau CLS et la mobilisation au sein de différents réseaux (dont le RfVS). Nous avons un volet action territorial de santé avec une étude sur les conditions de vie des étudiants. Le dernier enjeu est de faire inscrire l'observation en santé dans le territoire avec une approche qui vise les déterminants de santé.

**Sylvie Justome (Bordeaux)** : Nous sommes assez proche du témoignage de Rennes car Bordeaux est une ville étudiante avec les mêmes problématiques. Nous avons plusieurs élus délégués sur la thématique des étudiants et de la vie nocturne et festive. Nous avons rencontré beaucoup de difficultés pour gérer la vie étudiante, et leur santé mentale, dans le contexte de crise sanitaire et de confinement. Le chantier « Bordeaux la nuit » va occuper la plupart des directions. Nous avons aussi un focus sur la santé mentale avec un CLSM depuis des années, et depuis novembre 2020 une cellule

de crise santé mentale en lien avec le GHT. La difficulté est que la demande explose, il y a d'énormes besoins dû aux effets de la crise donc on multiplie les solutions d'écoute et de prévention en amont de l'hospitalisation, etc. Jusqu'à présent la prévention à Bordeaux était beaucoup basée sur le soin. On a signé une convention qui permet un partenariat et une dynamique nouvelle dans le secteur hospitalier. Ce qui est souhaité par l'équipe c'est de s'orienter vers une dynamique de prévention. Nous n'avons pas de Direction Santé Publique à Bordeaux mais deux petites entités : l'une concerne la promotion de la santé et recouvre la santé scolaire, et l'autre s'occupe des ISS (avec essentiellement un focus sur les QPV). Mais on n'est pas sur un rayonnement à l'échelle de la ville avec une politique de Santé Publique alors qu'on est dans le trio des interlocuteurs en santé avec l'ARS et le CHU. Nous avons mis en place un conseil de résilience sanitaire pour étayer et valider nos actions avec beaucoup d'experts. Nous travaillons sur la suite et la transition économique. C'est un outil précieux et original. Pour finir, je suis très heureuse de faire partie du réseau et maintenant du bureau du RfVS. En région Arc Atlantique nous avons un point commun qui est le tourisme avec les questions de santé associées qui se posent.

**Pierre Hamelin (Jurançon) :** Je suis adjoint au Maire de Jurançon, sur l'environnement, la santé et la protection animale. Pour nous les priorités sont des priorités d'apprentissage. Nous avons constitué un collectif de consultation en santé qui réunit différents acteurs. Les priorités sont : la consultation et la participation. La crise sanitaire a fait oublier les fondamentaux donc nous voulons remettre au goût du jour des campagnes de prévention. Le choix des thématiques prioritaire est en cours. Nous travaillons sur le sujet d'aménagement des berges de Gave avec un projet de réveil des berges pour faciliter l'activité physique. Nous allons essayer de transformer la ville avec l'esprit Ville-Santé, avec cette priorité pour nous, étant une petite ville. Nous avons un travail avec le CCAS d'inventaire sur la commune de tout ce qui se rattache à la promotion de la santé. Nous avons aussi cette thématique de la vie animale (nuisances en parallèle du volet social) avec déjà un projet de stérilisation de chats en cours. Mes attentes par rapport au réseau régional sont les suivantes : je pense que nous pouvons nous accorder sur une ou deux thématiques annuelles qui feraient priorités. La question du tourisme par exemple, chacun le vit à son échelle mais c'est un sujet qui nous concerne tous. Il faudrait s'accorder sur des thématiques transversales avec un réseau régional très réactif qui pourrait mener une campagne thématique.

**Régine Poveda (Val de Garonne Agglomération) :** Je suis Vice-Présidente à la communauté Val de Garonne, Vice-Présidente à la politique santé et lutte contre la désertification médicale. Notre principale problématique est celle de la démographie médicale. Tout est basé sur l'attractivité de notre territoire. Le département en a fait une action importante aussi. On a mis en place le CLS et le CLSM et on est très lié à un hôpital pour la mise en place d'actions. Toutes les actions que vous avez citées on les vit aussi à notre échelle. Nous sommes aussi dans le croissant de la pauvreté, et la pauvreté s'est malheureusement affirmée avec la crise donc on essaie de développer l'« aller vers ». Nous avons aussi pris à bras le corps les thématiques du sport-santé, de la qualité de l'air, la santé-environnement (mise en place d'actions pour inciter les villes de Val de Garonne Agglomération à s'impliquer sur le sujet). Notre priorité est vraiment sur l'accès aux soins. On essaie aussi de sensibiliser les politiques sur la mise en place de zones de revitalisation urbaine qui attirent les médecins. On souhaite s'enrichir de ce que vous pouvez nous apporter et vous donner aussi.

**Marlène Collineau (Nantes) :** Je suis adjointe à la santé à la ville de Nantes. C'est une grande ville mais on a des problématiques communes. On a des choses à travailler en commun qu'on soit petits ou grands, tout le monde est utile à la construction. Nos actualités, outre la crise sanitaire qui a révélé les

difficultés d'accès à l'alimentation (donc nous avons pris à bras le corps ce sujet dès le premier confinement), concernent le sujet de la prévention et de l'accès aux soins de manière générale. Nous venons de créer des centres de santé dans les quartiers où les médecins ne souhaitent plus s'installer. Le salariat permet d'assurer la présence de médecins. On a déployé la présence de médiateurs de santé : l'idée est d'en avoir 11 pour les 11 quartiers prioritaires de la ville, pour aider la population à aller vers le soin, lutter contre les ruptures de soins. C'est une association qui s'est formée à la médiation en santé. L'idée était de pas rendre institutionnelle l'équipe de médiateurs. On voulait faciliter les rapports avec des profils différents pour ressembler aux habitants. L'idée est que les centres de santé soient relais en très grande proximité de la population. Sur la question de la santé mentale, on a augmenté un certain nombre de subventions auprès d'associations qui accompagnent les publics en situation de précarité. On a un service de santé scolaire internalisé, les médecins et infirmières sont agents de la ville, on leur a demandé de travailler sur la question des violences intrafamiliales et incestueuses. La crise sanitaire a aussi été le moment de se dire qu'il y a la place pour des sujets très concrets comme la qualité de l'eau. A l'échelle de Nantes Métropole une convention citoyenne a été réalisée, et on sent bien qu'il y a un vrai enjeu de la part de la population d'être rassuré quant à leur prise en charge en termes de soins. Nous avons aussi un grand chantier du transfert du CHU. La population est en train de prendre en compte les limites de notre système de santé. Cette convention citoyenne va nous permettre de voir quelles sont les attentes de la population. Le remplaçant de Patricia Saraux arrive début juillet.

**Sabine Kerros (Brest) :** Nos priorités à Brest sont sur la question de la santé mentale avec un CLSM assez ancien qui a un peu plus de 10 ans. On souhaite le renforcer sur la question habitat et santé mentale qui était le cœur du CLSM au départ et sur les aspects de prévention en santé mentale à destination des acteurs de quartier. Pendant la crise sanitaire il y a eu beaucoup de lieux d'accueil physiques fermés et aussi beaucoup plus de personnes présentant des troubles psychiques. La difficulté dans les quartiers est de gérer ces personnes là, d'éviter les crises et de savoir les gérer, et de bien orienter ces personnes. On mène en début de mandat un diagnostic santé à l'échelle des QPV pour bien connaître les besoins et ressources des quartiers. On est beaucoup sur la thématique de la connaissance de l'offre de soin : comment accompagner les gens ? quantifier s'il y a des problématiques de désertification médicale, etc. Globalement à l'échelle de Brest il n'y avait pas tant de soucis mais certains quartiers sont dépourvus. On a aussi un travail en lien avec le plan alimentaire métropolitain avec un axe de promotion de la santé. On va mettre en place des formations et des actions de sensibilisation en lien avec la thématique alimentation (avec un lien entre alimentation et activité physique), notamment pour les acteurs de quartiers. Brest est aussi une ville étudiante donc on a un travail d'accompagnement des problématiques de réduction des risques, on essaie de voir comment on le fait sur l'espace public. Les étudiants se réunissent de plus en plus de manière spontanée et non autour de grandes manifestations. Donc on voit comment on peut envisager la réduction des risques via les médiateurs qui vont être formés. On envisage aussi de prendre en compte les problèmes d'alcoolisation chronique (non en milieu festif) pour accompagner les personnes vers le soin. On a un diagnostic de santé-environnement mené à l'échelle du Pays de Brest car le CLS est à cette échelle. On va essayer d'améliorer le fonctionnement des collectifs qu'on a, notamment l'ancien collectif SIDA qui va devenir le collectif de santé sexuelle et affective. Via ce collectif élargi on va proposer des formations aux acteurs de quartiers qui ne sont pas suffisamment armés sur le sujet.

**Agnès Dione (Poitiers) :** Au niveau de la ville de Poitiers, au niveau du CCAS nous avons une analyse de besoins sociaux qui va être lancée. L'objectif est d'identifier les problématiques liées à la santé sur

toute la ville et de pouvoir identifier tous les manquements en lien avec les professionnels de santé, tout ce qui est à améliorer. Cette analyse nous permettra d'ajuster et de mettre en place des maisons de santé et professionnels de santé dans les lieux de vie. Nous avons un centre de santé très actif qui répond aux demandes de la population donc d'autres quartiers sont en demande. On a un grand congrès de de la Santé Publique qui se tiendra du 13 au 15 octobre à Poitiers. On espère, en fonction des conditions sanitaires, accueillir plus de 800 personnes. Nous avons aussi beaucoup de prévention en lien avec les perturbateurs endocriniens. Un pollinarium sentinelle a démarré à Poitiers pour sensibiliser la ville aux allergies au pollen. Nous sommes en année de test et la pratique sera mise en place en 2021. L'idée est d'avertir la population pour limiter les effets du pollen sur la santé. On est une ville écolo avec une nouvelle équipe qui veut des actions concrètes sur la végétalisation, la santé mentale, etc.

**Véronique Bounaud (Poitiers)** : Les axes du CLS sont les suivants : un axe sur les comportements favorables à la santé (actions auprès des publics prioritaires et ateliers santé ville), un axe sur les maladies chroniques, un axe sur la santé mentale dans lequel est inclut le CLSM et un axe sur la santé-environnement. Nos enjeux pour les mois et années à venir sont : l'accompagnement des professionnels de santé, la mise en routine de notre Commission transversale santé, un enjeu de sport santé, un travail autour des perturbateurs endocriniens (Poitiers a signé la charte villes et territoires sans perturbateurs endocriniens), on développe la thématique de l'alimentation et on a une volonté de se saisir de la thématique de la santé mentale avec une vision prospective. Notre réflexion est basée sur : comment les Villes-Santé peuvent agir sur la question de la santé mentale dans les années à venir ? Nos attentes par rapport au Réseau Régional sont de faire des rencontres Villes à Villes, ça serait très intéressant d'être dans le détail des actions et organisations des uns et des autres. L'enjeu que je vois par rapport au réseau régional c'est de faire participer plus les équipes (hors binôme référent) en fonction des thématiques traitées.

**Isabelle Haumont (Bordeaux Métropole)** : Sur l'actualité du CLS de bordeaux métropole, on a 22 actions. Notre actualité sur les questions de santé-environnement est la suivante : grand enjeu autour de la communication/sensibilisation/diffusion de l'information existante. On organise des temps de formation auprès des élus et techniciens, on est sur quelque chose qui se structure, avec de nombreux acteurs. Nous travaillons à la formation des élus Girondins notamment sur la santé mentale. On a construit une sorte de cahier de ressources. Nous avons un gros projet qui démarre sur l'étude de la faisabilité d'une cellule d'observation de l'impact sur la santé lié aux nuisances sonores et l'impact de l'aéroport et de l'axe routier sur la qualité de l'air. On travail aussi sur un projet de maison sport-santé et à son déploiement à l'échelle métropolitaine car nous en avons une au sein d'un hôpital et nous voulons créer une antenne au sein des communes. L'alimentation et l'activité physique sont des thématiques très importantes. Sur la question des ISS, on travaille sur la question de l'interprétariat en santé. Médecins du monde a testé un service d'interprétariat téléphonique. On voit qu'il y a des freins financiers et aussi culturels de la part des médecins. Sur la santé mentale, on est sur les questions de sensibilisation et de formations avec la création d'un guide sur la santé mentale auprès des élus ; l'ARS est partante et l'association des maires girondins également. Sur l'axe public âgé et personnes en situation de handicap, on travaille sur le transport adapté et la lutte contre l'isolement (les choses se déploient aussi à l'échelle départementale). Notre cible est tous les acteurs de santé qui sont relais auprès de la population. On a une action du CLS sur la formation des auxiliaires de vie pour ajouter des modules de formation additionnels.

## Rappel des actions 2021 du RfVS-OMS à l'échelle nationale, par Nina Lemaire.

(Cf. PPT présenté)

### Discussion autour de propositions de travail pour le réseau grand sud

*Quelle valeur ajoutée des réunions du réseau régional Arc Atlantique : rencontre avec interlocuteurs régionaux (ARS par exemple), axes thématiques spécifiques, besoins identifiés ?*

*Quels pourraient être des axes thématiques de travail, les actions pertinentes à mettre en œuvre au sein du réseau régional ?*

*Quelle délimitation du réseau « Arc Atlantique » : l'acter ? le scinder ? rattacher Orléans et Châteauroux (actuellement dans le Réseau Régional Île de France-Centre) ?*

*Quelle organisation du réseau « Arc Atlantique » : présidence et animation tournante chaque année ? quelle fréquence des échanges ? visio / présentiel ?*

#### Relevé de décisions :

- Volonté partagée pour que la présidence soit assurée par la ville qui accueille la prochaine rencontre annuelle des membres du Réseau Régional Arc Atlantique. A ce jour, aucune ville ne s'est portée volontaire pour assurer la présidence cette année et piloter l'organisation de la prochaine rencontre.
- Le Réseau Régional Arc Atlantique s'orientera vers un partage d'expérience concret et détaillé des actions menées par les villes sur une ou deux thématique(s) identifiée(s) en amont des rencontres. La thématique prioritaire reste à définir.
- La question des distances importantes entre les villes est à prendre en compte (la délimitation actuelle du réseau régional n'a pas été remise en question).
- Volonté de privilégier le présentiel au sein du Réseau Régional. Une rencontre en présentiel serait envisageable au printemps 2022. Pour préparer cette dernière, une réunion en visio pourrait se tenir en décembre 2021.
- Réflexion sur l'éventualité de profiter de l'évènement du Colloque 2021, en présentiel à Rennes, pour prévoir un temps d'échange et/ou une visite de terrain dédié au Réseau Régional Arc Atlantique le lendemain, soit le 10 novembre. Cette piste est à évaluer en fonction des contraintes logistiques et organisationnelles.

## Rappel des dates à venir du RfVS-OMS par Nina Lemaire.

(Cf. PPT présenté)